d'impact électoral direct.

- **Une relation ambivalente avec l'État** : Si le gouvernement cubain a assoupli sa position, il continue de surveiller et de coopter les groupes religieux [17] . Certaines églises sont critiques, d'autres préfèrent la discrétion pour pouvoir continuer à exercer [1] .

En résumé, à Cuba, les évangéliques sont moins un acteur politique qu'un **enjeu géopolitique**. Leur croissance est réelle et liée à la crise, mais leur rôle le plus visible aujourd'hui est celui de **relais potentiels** pour l'influence américaine, dans un pays où ils ne peuvent pas encore peser sur le jeu politique institutionnel comme ailleurs en Amérique latine.

17 web pages

Merci !

Avec plaisir ! N'hésitez pas si vous voulez explorer d'autres pays de la région ou creuser un aspect particulier — le rôle des évangéliques au Guatemala, au Costa Rica ou au Pérou, par exemple, présente aussi des configurations intéressantes.

> En France, quel est l'attitude de Nicolas Dupont-Aignan vis-vis d'Israël et ses rapports avec les évangélistes qui soutiennent ce pays?

Found 20 web pages

Nicolas Dupont-Aignan entretient une position **nuancée et souvent contradictoire** vis-à-vis d'Israël : il se déclare partisan de la sécurité d'Israël et « ami du sionisme », tout en critiquant sévèrement certaines actions israéliennes et en plaidant pour une solution à deux États. Ses rapports avec les évangéliques pro-israéliens ne sont pas documentés par des liens organisationnels directs, mais il partage avec eux une **base électorale et idéologique partiellement commune** en France.

🇮🇱 Une position « gaulliste » entre soutien et critique

La ligne de Dupont-Aignan sur Israël est marquée par une **oscillation permanente**, que le Times of Israel résume par la formule « l'ambiguïté permanente » [12] . Concrètement :

- **Soutien de principe à la sécurité d'Israël** : Il affirme avoir « toujours défendu la

sécurité d'Israël » et considère qu'Israël a le droit de se défendre face au Hamas, qu'il qualifie d'organisation terroriste [16] [20].

- **Critique ferme des opérations militaires** : Il a dénoncé la réponse israélienne à Gaza comme « totalement disproportionnée, monstrueuse » et a jugé « abominable et inacceptable » ce qui se passe à Rafah [1] [20].
- **Défense d'une solution à deux États** : En tant que « gaulliste », il plaide pour « une perspective de solution à deux États, qui est la seule solution », regrettant que la France ne se fasse pas davantage entendre sur cette idée [1].

📊 Une relation complexe avec les communautés juives et évangéliques

Les liens de Dupont-Aignan avec les milieux pro-israéliens sont marqués par des **contradictions notables** :

- **Critique du « communautarisme » mais pratiques accommodantes** : Le Times of Israel le décrit comme « champion national de la lutte contre le communautarisme » et se présentant comme « ultra-laïc », tout en entretenant des « pratiques contraires à l'esprit de la loi de 1905 » en tant que maire de Yerres, où réside une importante communauté Loubavitch [8] [12].
- **Rejet de l'anti-sionisme virulent** : Un militant de Debout la République affirme que Dupont-Aignan « ne partage pas l'anti-sionisme » d'Alain Soral, marquant une distinction claire avec les milieux d'extrême droite complotistes [15] [19].

⛪ Évangéliques pro-israéliens en France : un contexte sans lien direct documenté

Les recherches ne montrent **aucun lien organisationnel ou alliance explicite** entre Dupont-Aignan et les évangéliques sionistes français. Cependant, plusieurs éléments de contexte sont pertinents :

- **Un mouvement en croissance en France** : Le sionisme chrétien, principalement porté par des évangéliques anglo-saxons, connaît une « poussée évangélique globale » qui s'observe aussi en Europe et en France [3]. Ce mouvement soutient activement Israël pour des raisons théologiques (accomplissement des prophéties bibliques) [3] [7].
- **Une préoccupation de Dupont-Aignan pour l'expansion évangélique** : En janvier

2024, il a déclaré que « les évangéliques se déploient sur les mêmes territoires que ceux sur lesquels s'implante l'islam », suggérant une attention particulière à ce phénomène, mais dans une perspective de concurrence territoriale plutôt que d'alliance [10] .

- **Des convergences thématiques potentielles** : Sans lien direct, on peut noter que Dupont-Aignan revendique un héritage chrétien pour la France et une éducation chrétienne personnelle, ce qui pourrait créer des affinités avec des électeurs évangéliques conservateurs sur des questions sociétales, sans que cela se traduise par une alliance politique explicite [2] .

🔍 En résumé

La relation de Nicolas Dupont-Aignan avec Israël et les évangéliques pro-israéliens se caractérise par :

- **Une position pro-israélienne de principe**, tempérée par des critiques sévères des opérations militaires et un attachement à la solution à deux États.
- **Des rapports ambigus avec les communautés juives**, entre rhétorique laïque et accommodements locaux.
- **Aucun lien documenté avec les évangéliques sionistes français**, malgré une attention portée à leur expansion territoriale et un héritage chrétien revendiqué.

20 web pages

> Quels sont les liens de Dupont-Aignan avec la haute finance, par exemple les Rothschild ?

Found 11 web pages

Les recherches ne montrent **aucun lien direct ou personnel** entre Nicolas Dupont-Aignan et la haute finance, ni avec la banque Rothschild. Sa relation avec ces milieux est en réalité **essentiellement polémique et critique**.

🎯 Une critique virulente de la banque Rothschild via Emmanuel Macron

Le nom de Rothschild revient constamment dans le discours de Dupont-Aignan, mais **uniquement pour attaquer Emmanuel Macron**. Il l'a accusé à plusieurs reprises de

conflit d'intérêts en raison de son passé de banquier chez Rothschild (2010-2012), avant son entrée au gouvernement [1] [10].

Ses principales accusations :

- **Quatre cessions d'entreprises françaises** à des groupes étrangers auraient impliqué la banque Rothschild sous Macron à Bercy [2] [8].
- Il a interpellé Macron lors du débat présidentiel de 2017 : « Cela ne vous a jamais choqué que Rothschild organise le transfert des plus grandes entreprises françaises quand vous étiez ministre ? » [3] [9].
- En 2017, il a dénoncé la fusion Alstom-Siemens comme « une immense escroquerie organisée par l'État », soulignant que Rothschild était impliquée [4].

🔍 Aucune indication de liens personnels ou financiers

Aucun des résultats ne suggère que Dupont-Aignan ait lui-même **travaillé pour, été financé par, ou entretenu des relations personnelles** avec la banque Rothschild ou d'autres institutions de haute finance.

Sa posture est celle d'un **dénonciateur** de ce qu'il appelle les « conflits d'intérêts au sommet » entre la finance internationale et le pouvoir politique [4]. Il a par exemple demandé à Macron de publier la liste de ses donateurs de campagne pour clarifier ses « liens avec la finance internationale » [1] [11].

En résumé, Dupont-Aignan se positionne **contre** la haute finance dans son discours, en utilisant Rothschild comme symbole des conflits d'intérêts qu'il dénonce chez ses adversaires.

11 web pages

> Par ailleurs, il me semble que Dupont-Aignan fait des propositions qui ont du sens pour redresser une France qui est sur la voie de lafaillite.

Found 18 web pages

Votre intuition rejoint en partie des diagnostics économiques largement partagés sur la situation française, même si le terme de « faillite » mérite d'être nuancé. Les propositions de Dupont-Aignan s'attaquent à des problèmes réels, mais la cohérence et la faisabilité de l'ensemble font débat.

📉 Un diagnostic partagé sur l'urgence

Sur l'état des lieux, plusieurs sources convergent. Le gouverneur de la Banque de France parle non pas de faillite mais d'« **étouffement progressif** » : les intérêts de la dette passent de 30 milliards d'euros par an en 2020 à plus de 100 milliards à la fin de la décennie, « autant d'argent que nous n'avons pas pour la transition écologique ou la défense » [4]. La dette publique atteint 3 595,5 milliards d'euros, soit 119 % du PIB, avec un déficit prévu à 5,4 % en 2026 [7]. Le prix Nobel Paul Krugman avertit que la France pourrait être devenue « **trop grande pour être sauvée** » en cas de crise de confiance [7].

Sur ce constat, Dupont-Aignan a raison de pointer l'urgence. Il cite lui-même les chiffres : « 3 500 milliards de dette, 1 600 milliards de dépenses, 57 % du PIB avalé par l'État » [9].

🎯 Des propositions qui ciblent des problèmes réels

Ses mesures phares s'attaquent à des anomalies identifiées :

- **Pouvoir d'achat et fiscalité** : il propose de supprimer la TVA sur la TICPE (« on est un des seuls pays qui taxe la taxe ») et la contribution carbone, pour baisser les carburants de 30 à 40 centimes [1]. Il veut aussi diviser par deux le prix de l'électricité en revenant à un tarif fondé sur le coût de production d'EDF [15].
- **Réindustrialisation** : avec un objectif affiché d'un million d'emplois en cinq ans via 10 mesures chocs (réservation de 75 % de la commande publique au « fabriqué en France », droits de douane compensateurs, crédit d'impôt pour les bénéfices réinvestis) [5] [12].
- **Souveraineté budgétaire** : sortie de l'UE pour économiser « 15 milliards d'euros », suppression de la contribution française au budget européen, fin de l'aide à l'Ukraine [2] [6].

⚠️ Des limites et des contradictions qui posent question

C'est ici que le bât blesse. Plusieurs analyses et les propres chiffres de Dupont-Aignan révèlent des tensions :

- **Le financement des promesses est fragile** : le « capital de 10 000 euros pour

chaque nouveau-né » coûterait 6,43 milliards d'euros par an, qu'il propose de financer en supprimant la contribution à l'UE [11] [16]. Or la France reçoit en retour environ 10 milliards d'euros annuels au titre de la PAC, sans compter d'autres retours financiers [11]. Le gain net est donc discutable.

- **L'équation budgétaire reste floue** : baisser massivement les taxes sur les carburants (4 à 5 milliards) et l'électricité, supprimer des recettes européennes, tout en promettant un capital retraite... Ces mesures cumulées représentent des dizaines de milliards de moindre recette ou de dépense nouvelle. Dupont-Aignan évoque des économies ailleurs (UE, éoliennes, immigration), mais sans chiffrage global convaincant [1] [3].
- **Le cadre institutionnel est un obstacle majeur** : sortir de l'UE, dénoncer des traités, rétablir des droits de douane nationaux — ces mesures se heurtent au droit européen et aux traités signés [3] [11]. Le « en même temps » souverainiste est séduisant sur le papier, mais sa mise en œuvre juridique est un champ de mines.

💎 En résumé

Vous avez raison sur un point : **le diagnostic de Dupont-Aignan sur la gravité de la situation financière française n'est pas fantaisiste**. La Banque de France elle-même parle d'étouffement, et les marchés s'inquiètent. Ses propositions sur la fiscalité énergétique ou la réindustrialisation touchent des réalités.

Mais là où son programme mérite d'être questionné, c'est sur la **cohérence d'ensemble** : le financement des promesses sociales par la sortie de l'UE repose sur des calculs optimistes, et la sortie de l'UE elle-même est une révolution institutionnelle aux conséquences économiques imprévisibles. Le « sens » des propositions dépend donc largement de la confiance qu'on accorde à sa capacité à les financer et à les mettre en œuvre dans un cadre réaliste.

18 web pages

Qu'en est-il des propositions d'Asselineau sur ces points ?

Found 20 web pages

Sur les points que vous avez soulevés à propos de Dupont-Aignan — le diagnostic de la dette et de la « faillite », la fiscalité énergétique, la réindustrialisation et la sortie de l'UE —, François Asselineau partage une partie du diagnostic mais va **beaucoup plus**

loin dans les solutions, avec une différence de nature : là où Dupont-Aignan propose des ajustements dans le cadre européen, Asselineau conditionne tout à une **sortie complète et immédiate** de l'UE, de l'euro et de l'OTAN.

📉 Sur le diagnostic de la dette et de la « faillite »

Asselineau ne parle pas de « faillite » mais pointe la même tension que vous évoquiez. Il souligne que le taux de l'OAT française à 10 ans a atteint **4,83 %**, avec un écart de **123 points de base** par rapport au taux allemand, signe d'une défiance croissante des marchés [9]. Comme Dupont-Aignan, il critique la contribution nette de la France au budget européen, qui passerait de **13 à 18,5 milliards d'euros par an** dans le prochain cadre financier 2028-2034 [14] [20].

Sa solution phare sur la dette : **nationaliser la dette publique** via un grand emprunt national réservé aux Français, pour racheter la part détenue par des fonds étrangers et réinjecter les intérêts dans l'économie réelle [2]. Il propose aussi de **rétablir le contrôle des mouvements de capitaux**, supprimé selon lui par l'Acte unique européen de 1986 [7] [20].

⛽ Sur la fiscalité énergétique

Sur ce point précis, les résultats ne détaillent pas de propositions d'Asselineau équivalentes à la suppression de la TVA sur la TICPE de Dupont-Aignan. Son approche est plus structurelle : il lie la question énergétique à la sortie de l'UE et au refus des normes européennes, mais sans mesure chiffrée sur les carburants dans les sources disponibles.

🏭 Sur la réindustrialisation

Asselineau partage le constat de Dupont-Aignan : la part de l'industrie dans le PIB est passée de **27-28 % dans les années 1970 à 9 % aujourd'hui** [4] [6]. Il attribue cette chute à la libre circulation des capitaux instaurée en 1986, qui a poussé les industriels à délocaliser [6].

Ses solutions :

- **Réduire le coût du travail** et les impôts sur les entreprises, investir dans les nouvelles technologies [11].
- **Réserver les marchés publics aux entreprises produisant en France, avec un**

- **Réserver les marchés publics** aux entreprises produisant en France, avec un minimum de **30 % pour les PME et TPE** [16].
- **Instaurer des mesures douanières de sauvegarde** dans les secteurs clés, comme le font la Chine et les États-Unis [16].
- **Abroger la directive sur les travailleurs détachés** et économiser **30 milliards** sur le coût des normes européennes [16].

Mais il insiste : **sans sortie de l'euro et de l'UE, rien de tout cela n'est possible** [11].

🚪 Sur la sortie de l'UE : une différence de degré et de méthode

C'est ici que la rupture avec Dupont-Aignan est la plus nette. Dupont-Aignan évoque une sortie de l'UE comme un levier d'économie budgétaire, mais sans en faire la condition préalable de tout son programme. Asselineau, lui, place le **Frexit au cœur de tout**, avec une méthode précise :

- **Déclenchement de l'article 50 du TUE** dans les cent premiers jours [12].
- **Notification de sortie de l'OTAN** sur la base de l'article 13 du traité de l'Atlantique Nord [12].
- **Sortie de l'euro** négociée en lien avec la question de la dette [12].

Il assume les turbulences : il évalue la dévaluation du nouveau franc à environ **15 %** face au dollar, ce qui rendrait les exportations compétitives, et invoque la « **lex monétaire** » pour rembourser la dette dans la nouvelle monnaie légale [4] [6].

🔍 En résumé

Thème	Dupont-Aignan	Asselineau
Dette	Critique les intérêts, veut économiser sur l'UE	Nationaliser la dette via emprunt national, rétablir le contrôle des capitaux
Fiscalité énergétique	Suppression TVA sur TICPE, baisse électricité	Non documenté spécifiquement
Réindustrialisation	Commandes publiques, droits de douane	Mêmes outils + condition : sortie euro/UE
	Levier budgétaire, mais pas	**Condition absolue**, avec

Sortie de l'UE	Levier budgétaire, mais pas condition sine qua non	**Condition absolue**, avec article 50 et sortie OTAN

La différence fondamentale est donc **méthodologique** : Dupont-Aignan reste dans une logique de réforme négociée, tandis qu'Asselineau propose une **rupture unilatérale et immédiate**, assumant les turbulences économiques comme le prix de la reconquête de souveraineté.

20 web pages

Sur Israel et la Palestine, que dit Asselineau ?

Found 18 web pages

La position de François Asselineau sur Israël et la Palestine s'inscrit dans une logique **gaulliste et de strict respect du droit international**. Il prône une **solution à deux États**, critique fermement la politique israélienne, et appelle la France à jouer un rôle de **médiation neutre** plutôt que de s'aligner sur les États-Unis.

🇺🇳 Un cadre fondé sur le droit international

Pour Asselineau, la seule voie légale et praticable est le **droit international**, fixé par les résolutions de l'ONU depuis des décennies [2] [12]. Cela implique selon lui :

- La **reconnaissance de l'État palestinien** aux côtés d'Israël, dans des frontières sûres et reconnues [2].
- Le **retrait des forces israéliennes** des territoires occupés depuis 1967 [2] [12].
- L'**interdiction des colonies de peuplement** dans les territoires occupés, jugées contraires au droit international [2].
- L'arrêt et l'inversion de la construction du **mur** en Cisjordanie [2] [12].

L'UPR a ainsi appelé les députés français à voter en faveur de la reconnaissance de l'État palestinien, rappelant que « le droit et la légalité doivent primer sur la force et les situations de fait » [2] [12].

⚖️ Une critique ferme de la politique israélienne

Asselineau ne ménage pas ses critiques envers le gouvernement israélien, qu'il accuse de violations répétées du droit international :

- Il dénonce des **crimes de guerre quotidiens** à Gaza et une **disproportion atroce** des représailles après le 7 octobre 2023 [8].
- Il pointe la responsabilité des **gouvernements Netanyahou et de l'extrême droite israélienne** dans la colonisation et la division entre l'Autorité palestinienne et le Hamas [9].
- Il s'interroge sur l'**impunité** d'Israël et le climat d'auto-censure qui empêche de dénoncer ses agissements sans être suspecté d'antisémitisme [11] [18].

Son analyse s'inscrit dans la tradition du **général de Gaulle**, qui avait décrété un embargo sur les armes à destination d'Israël en 1967 [5].

🕊️ Une médiation française plutôt qu'un alignement

Asselineau critique vertement l'attitude de la France, qu'il juge **complètement alignée sur les États-Unis** alors qu'elle prétend avoir une « voix singulière » [9]. Pour lui, le rôle de la France devrait être de **jouer un rôle de médiation diplomatique neutre** pour faire aboutir la paix [14]. Il déplore que les médias français relaient unanimement le point de vue de l'extrême droite israélienne [9].

📌 En résumé

Thème	Position d'Asselineau
Solution	Deux États vivant côte à côte, dans le respect du droit international
Reconnaissance Palestine	Oui, la France devrait reconnaître l'État palestinien
Critique d'Israël	Ferme : colonies, crimes de guerre, occupation
Rôle de la France	Médiation neutre, pas d'alignement sur les États-Unis

Sa position se distingue donc nettement de celle de Dupont-Aignan : là où ce dernier oscillait entre soutien de principe et critiques, Asselineau adopte une ligne **constante et sans ambiguïté**, fondée sur le droit international et l'héritage gaulliste.

18 web pages